



CSA de l'AEFE

10 février 2026

Déclaration liminaire de la FSU

Madame la Directrice Générale,
Mesdames et messieurs les membres du CSA,

Depuis l'été 2025, on tente de nous faire croire que le modèle de l'AEFE ne serait plus viable et qu'une réforme serait inévitable. Nous l'annonçons haut et fort : c'est un mensonge politique ! **Ce qui asphyxie l'Agence, n'est rien d'autre que le désengagement financier de l'Etat** organisé méticuleusement depuis des années. Tout cela s'ajoute aux effets désastreux de la prise en charge du CAS pension par le budget de l'Agence. Les mesures récemment actées ne sont pas des réformes, ce sont tout au plus des cautères sur une jambe de bois, dictées par le **dogme de l'austérité et qui entraînent des conséquences désastreuses** : suppressions de postes de détaché·es dans le réseau et en Centrale, gels de salaires des personnels de droit local, refus de payer les primes statutaires, hausse des frais d'écologie, etc. Les effets sont catastrophiques et se font déjà sentir : risque de déconventionnements massifs, baisse de l'offre pédagogique, attractivité mise à mal face à la concurrence, incertitude pour les familles sur l'avenir de leur établissement, etc. **Tout cela déstabilise et détruit le réseau**. Les familles n'ont donc plus aucune visibilité sur le long terme et cette incertitude qui pèse sur les établissements ne leur permet plus de se projeter sur 15 ans de scolarité pour leurs enfants. En somme, et n'ayons pas peur des mots, **l'Agence est à un point de bascule : les mesures prises au dernier conseil d'administration sont des bombes à retardement qui entraîneront, si elles sont maintenues, des effets irréversibles et durables pour l'ensemble du réseau**.

CAP 2030 visait le doublement des effectifs, la réforme 2026 semble viser le contraire : une perte massive des effectifs !

Comme si cela ne suffisait pas, l'Agence adopte des **pratiques indignes de son statut d'opérateur public**. Dans le réseau, après les menaces contre des personnels mobilisés et des pressions multiples, des atteintes aux représentant·es syndicaux se multiplient avec une gestion autoritariste et un management toxique inacceptables de plusieurs chef·fes d'établissement. Par ailleurs, dans les établissements, aucune communication n'est faite sur les postes gelés, aucune transparence sur la carte des emplois. Bref, en période de crise, on méprise le dialogue social, alors qu'il faudrait le renforcer. Les services de l'Agence doivent réagir urgemment et la FSU y veillera.

Même chose en centrale, où le manque de communication alarmant sur les fermetures de postes annoncées au CA du 18 décembre dernier crée un climat de travail angoissant. Ce n'est pas de la gestion des ressources humaines, c'est de la brutalité. L'employeur d'un des plus grands opérateurs publics de l'Etat doit à ses agent·es, à minima, une explication sur l'évolution envisagée de son organigramme pour faire face à ces suppressions.

Nous l'avons déjà annoncé lors de la F3SCT du 17 décembre dernier, dans le réseau comme en centrale, les risques psychosociaux explosent et la santé des agents et agentes est mise à mal.

Mais la FSU et les personnels ne se résignent pas. Ils et elles se mobilisent, dans les établissements, dans les zones, dans les instances, et bien souvent main dans la main avec les associations de parents. Nous continuerons à porter haut et fort leurs revendications légitimes pour un opérateur public d'éducation à l'étranger fort et à la hauteur de ses ambitions.

L'AEFE mérite mieux que ce naufrage précipité. Ses personnels méritent mieux que ce mépris. Nos élèves et leurs familles méritent mieux que cette casse méthodique de l'opérateur public.